



Confédération Paysanne

Syndicat pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

Des politiques agricoles pour les paysans et non pour les multinationales de l'agro-alimentaire !

Alors que la crise actuelle révèle à nouveau que l'industrialisation de l'agriculture depuis 50 ans n'est qu'une machine à créer du chômage et de la précarité paysanne en Europe, qui restructure les campagnes de crise en crise, on va continuer à faire payer le contribuable pour accentuer la casse sociale, économique et environnementale des territoires ruraux.

La libéralisation progressive des marchés agricoles depuis 30 ans, sans garde-fou (régulation), ne peut avoir comme effet que la désintégration économique, sociale et environnementale du monde paysan.

Il faut arrêter la mise en concurrence européennes des agriculteurs entre eux, des entreprises agro-alimentaires, voire même de la grande distribution. Cette concurrence sans fin ne peut avoir comme effet que la restructuration constante, sans ligne d'arrivée, pour le seul bénéfice du plus fort : celui qui aura éliminé ou absorbé ses congénères. Elle mène tout droit aux situations d'oligopole des multinationales et aux fermes-usines.

Cette logique, par la réduction des « charges sociales » demandées sans relâche par le patronat agro-industriel pour retrouver de la « compétitivité », amène naturellement à la précarisation sociale des paysans et des ouvriers de l'agro-alimentaire, et au démantèlement de leur système de couverture sociale : maladie, retraite, chômage.

Les paysans n'ont pas à payer les erreurs stratégiques des multinationales de l'agro-alimentaire, coopératives agricoles en tête. La recherche de compétitivité dans l'agro-alimentaire ne peut pas se faire en sacrifiant les agriculteurs.

C'est le rôle des politiques publiques que de protéger les individus et les entreprises des effets délétères du marché. Au lieu de quoi les gouvernements de droite comme de gauche ont suivi les avis funestes de la profession agricole majoritaire, notamment ces deux dernières années :

- **Fin des quotas laitiers** : acté avec enthousiasme par les pouvoirs publics de droite comme de gauche et accompagné par la FNSEA et la coopération agricole, dernière étape de la dérégulation des marchés agricoles, la levée de ce dernier garde-fou a précipité le monde laitier européen dans l'autodestruction libérale.

- **Surproduction** : depuis 2 ans, l'état, la FNSEA, la coopération agricole, les chambres d'agriculture, et les banques se sont réjouis de la fin des quotas laitiers : « les producteurs vont enfin pouvoir produire librement ! » et ont appelé dans toute l'Europe à l'augmentation de la production laitière. Ils sont entièrement responsables de la crise de surproduction actuelle.
- **Stratégie export** : depuis 2 ans, l'état, la FNSEA, la coopération agricole, les chambres d'agriculture et les banques font miroiter des marchés à l'export « facile à conquérir » pour l'agriculture française en guise de débouchés pour justifier la hausse de la production. Véritables mirages, ces marchés se sont comprimés (ex : marché chinois) ou fermés (ex : embargo russe). Les paysans n'ont pas à payer ces erreurs stratégiques.
- **Endettement** : pour relever le défi de cette nième vague de modernisation, les mêmes ont construit et favorisé le surendettement des éleveurs. Ils ont mis les éleveurs dans une situation extrêmement fragile et les ont poussés directement dans le mur.
- **Perte du marché intérieur** : pendant ce temps-là, notre marché intérieur continue à se faire grignoter, et on importe de plus en plus de produits que nous sommes tout à fait apte à produire, notamment en volaille, lait, porc, viande bovine et en légumes...
- **Gabegie financière** : en faisant barrage à une plus juste répartition des aides de la PAC (au grand bénéfice des céréaliers qui touchent toujours le PACtole au détriment des éleveurs), en concentrant les aides publiques vers l'agrandissement et donc l'endettement des éleveurs... Après le plan d'urgence pour la Bretagne, etc. La FNSEA demande encore 3 milliards d'euros pour continuer à détruire l'emploi et l'environnement !

La FNSEA, les chambres d'agriculture, les banques, la coopération agricole et l'état sont totalement responsables de la situation actuelle. Les solutions qu'ils proposent aujourd'hui ne sont qu'une aggravation du problème, toujours au frais du contribuable !

La Confédération paysanne, syndicat pour une agriculture paysanne et **la défense de ses travailleurs**, dénonce depuis deux ans ces dérives libérales et porte une autre vision de l'agriculture.

Pour permettre le développement harmonieux et durable d'une agriculture du champ à l'assiette, performante économiquement, socialement, environnementalement, et qui prenne en compte la santé des consommateurs, tout en étant compatible avec les grands enjeux actuels (chômage, climat, etc.), **la Confédération paysanne revendique** :

=> **Des prix rémunérateurs** pour les paysans **par une maîtrise du marché** agricole et alimentaire européen via une **régulation publique des volumes de production**.
 Trouvons l'équilibre de marché qui permette un prix équitable pour le consommateur, un équilibre durable pour les entreprises de l'agro-alimentaire et une rémunération juste pour les producteurs !

=> **Une réorientation et une conditionnalité sociale des aides de la PAC** pour rémunérer les travailleurs de la terre plus que les agro-managers ou l'industrie agro-alimentaire :

- Accentuer la surprime aux premiers hectares mis en place par Stéphane Le Foll
- Assurer des prix garantis pour les premiers volumes de production.

Mais aussi une PAC qui accompagne les pratiques agricoles vers l'agro-écologie et la production d'une alimentation de qualité.

=> Un recentrage des politiques agricoles et alimentaires sur la **conquête de la souveraineté alimentaire en Europe**. Produisons ce que nous mangeons et mangeons ce que nous produisons !

=> Un abandon de la stratégie export pour les produits de grande consommation et un recentrage sur l'export de produits à haute valeur ajoutée (AOCs)

=> **Et l'arrêt immédiat des négociations sur le TAFTA et le CETA !**

=> **Une harmonisation sociale et environnementale européenne par le haut** qui jugule la précarisation des travailleurs de la terre et de l'agro-alimentaire, le développement des fermes-usines et qui permette plus de souplesse pour les petites et moyennes exploitations.

=> **Une relocalisation de l'agriculture, de la transformation agro-alimentaire et de la consommation** pour créer de l'emploi, dynamiser les territoires ruraux, réduire les gaz à effet de serre et produire une alimentation de qualité.

NON à l'accaparement de l'argent public par les multinationales

OUI à des politiques agricoles ambitieuses pour une agriculture d'avenir !